Les femmes tunisiennes se soucient davantage de la politique parce qu'elles aspirent, surtout, à la stabilité et à la sécurité et à une amélioration de leur situation. Elles veulent aussi que le pays soit plus propre et que la vie soit moins coûteuse pour que leurs familles puissent vivre une vie décente.

Plusieurs femmes ont exprimé, dans des témoignages recueillis par l'agence TAP, leur détermination à participer aux prochaines élections législatives, le 26 octobre 2014, pour "avoir leur mot à dire", bien qu'elles soient "déçues" du bilan post-révolution. Toutefois, certaines d'entre elles boycotteront les élections, car "elles croient peu aux bonnes intentions des partis et à un réel changement".

En 2011, seulement 67 femmes ont fait partie de l'Assemblée nationale constituante sur un total de 217 députés. Pour la prochaine échéance électorale (les législatives), les femmes représentent 47% des candidats qui se présentent au suffrage universel, mais 12% seulement de têtes de listes sont des femmes, selon un rapport de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

Pour l'ATFD, c'est "inquiétant", parce que "ceci prouve qu'il n'y a pas de volonté politique réelle favorable à la participation de la femme".

A rappeler qu'u total, 1.327 listes électorales s'affichent dans la course vers les sièges de l'Assemblée des représentants du Peuple.

"Les femmes votent, quand même, pour un avenir meilleur"

Arbia, une femme au foyer et mère de deux enfants habitant à Tunis, avoue qu'elle ne comprend rien à la politique, "mais, comme j'ai voté la première fois, je vais voter cette fois aussi. Même si les choses ne se sont pas améliorées, peut-être que demain sera meilleur", espère-t-elle, visiblement déçue.

"Honnêtement, je ne sais pas pour qui voter cette fois, mais je vais voter quand même", a renchéri la jeune femme voilée, en arborant un sourire malicieux.

Moufida, cadre au sein d'une entreprise publique, est déterminée à voter, cette fois encore "parce qu'elle s'inquiète pour l'avenir de la femme tunisienne et surtout des jeunes filles". "J'ai observé une régression réelle de la situation de la femme en Tunisie et je m'inquiète vraiment de la prolifération des écoles coraniques, de l'image rétrograde de la femme et de la présence de femmes portant le voile intégral, enseignant dans les crèches et les garderies scolaires", dit-elle. Et de s'interroger: "quel avenir pour des enfants éduqués de cette manière?".

Elle ressent, aussi, une augmentation de l'agressivité envers la femme et est contre son "instrumentalisation politique". Elle est plutôt favorable à une participation de la femme selon des critères de compétences. "Je veux que les partis travaillent vraiment en profondeur pour changer l'avenir des femmes", espère la jeune femme.

Aicha et Leila, co-propriétaires d'un pressing à El Omrane supérieur, abordent le sujet des élections avec humour. "On n'a rien compris, est-ce ces élections vont permettre de choisir un président ou quoi? J'ai demandé à mon mari de m'expliquer, mais il ne m'a pas répondu", lâche Aicha, sous le regard acquiescent de sa collègue.

Mais, "nous allons voter quand même", affirme Leila avec enthousiasme. Et de poursuivre: "moi je veux qu'ils (en faisant allusion aux partis) rétablissent la paix, que tous les gens puissent vivre et que le coût de la vie soit abordable à toutes les bourses".

"Je veux rentrer chez moi la nuit sans craindre d'être braquée et je ne veux plus de corruption", s'exclame la jeune femme, en racontant la mésaventure d'une de ses collègues qui a eu affaire à un policier corrompu qui lui a demandé "de lui acheter des cigarettes de luxe, en contrepartie d'informations sur une personne de la famille en détention".

Contactée par téléphone, Nawras Cherni, responsable à l'ISIE, a indiqué qu'elle est plutôt optimiste et croit que la femme tunisienne, "attachée à ses droits et à la parité, va être bien représentée et participera à ces élections car elle a toujours espéré un avenir meilleur".

Ne jamais oublier le Code du Statut personnel de 1957

En effet, les femmes qui représentent, aujourd'hui, 50,2% de la population tunisienne (recensement 2014), sont protégées, depuis 1957, par le Code du Statut personnel (CSP), perçu comme l'un des plus progressistes du monde arabe. Toutefois, les dispositions de ce code ne semblent pas garanties pour les femmes vivant dans le milieu rural (situations précaires, droits de travail non préservés....).

En effet, 58% de la main-d'oeuvre active dans le secteur agricole en Tunisie revient aux femmes. Celles-ci travaillent dans des conditions précaires et sont souvent très mal payées.

"Non je ne voterai pas, ils ne s'intéressent pas à nous"

Lella Zohra, comme l'appellent, par respect, ses proches, est catégorique: elle ne votera pas. "Non je n'irai pas voter. Pourquoi voter? Ce n'est pas dix ou 11 têtes, que nous allons élire mais des milliers... Comment va-t-on choisir, alors?", s'interroge cette mère de 9 enfants habitant dans une zone rurale dans la délégation de Haidra à Kasserine (centre-ouest de la Tunisie).

Avec une voix de révoltée, elle répète "pourquoi voter, qu'est-ce que cela va nous apporter à nous qui habitons la montagne? Depuis longtemps, on n'a jamais intéressé personne et personne n'est venu nous voir dans ce village, alors les élections ne nous intéressent pas!"

Houda Jamel boycottera, elle aussi, les législatives du 26 octobre 2014, mais pas pour la même raison. Cette propriétaire d'une garderie scolaire et titulaire d'un diplôme d'études approfondies en démographie, renonce à son droit de voter parce que "les élections sont devenues peu crédibles à mon avis, je suis déçue du résultat des dernières élections, déçue de voir que rien n'a vraiment changé depuis la révolution".

"J'étais pourtant active au sein d'un parti à Gabès (sa région natale), j'étais très motivée, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui", lâche-t-elle avec amertume.

Toutefois, la jeune femme ne perd pas complètement espoir. Selon elle, certains secteurs pourraient être réformés. "En matière d'enseignement, par exemple, je crois que les choses vont changer vers le positif après le retour de l'examen de la 6ème année qui permettra d'assurer une meilleure sélection des élèves, accédant au collège", dit-elle.

Pas très loin de cet établissement scolaire, Salma, titulaire d'une maîtrise en langue et lettres arabes, mais travaillant, pour l'instant, dans une boutique de prêt-à-porter, a une autre vision des choses. Pour elle, dans tous les partis en course vers les sièges de la nouvelle Assemblée, "il n'y a pas le profil d'une force unificatrice et bienveillante pour tout le peuple tunisien, avec ses divergences".

"Nous voulons des gens modérés, intègres, compétents et diplomates qui unissent par leurs discours comme par leurs actions, les Tunisiens", a-t-elle dit, regrettant le fait de voir "tout le monde attaquer tout le monde à la télé".

"J'ai facilement fait mon choix la première fois, mais cette fois je ne sais pas, je n'irai pas, c'est trop tard de toute façon, je ne suis pas inscrite", lâche la jeune maman, qui se dit pourtant consciente que le boycott "pourrait aider ceux qu'elle n'aime pas voir accéder au pouvoir".

La participation de la femme aux élections demeure, néanmoins, une préoccupation majeure à l'échelle internationale. Ainsi, pour les prochaines élections, outre les missions d'observation classiques, une équipe de 110 observatrices, dont 10 internationales, sont attendues en Tunisie.

Leur mission est de répondre, selon une approche de genre social, à la question: les femmes sont-elles entièrement intégrées à titre d'électrices, de responsables du scrutin et de candidates? Si ce n'est pas le cas, elles veulent proposer des solutions pour remédier à la situation et améliorer le processus démocratique en Tunisie.

Source: webmanagercenter